



Décision individuelle N° 2022-196 modificative

Pétitionnaire : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ALPES-MARITIMES

Adresse : 147 boulevard du Mercantour – CADAM BP 3007 - 06201 NICE cedex 03

Nature de la demande : Travaux en cœur de parc national (ayant pour objet l'aménagement des sites et itinéraires destinés à la pratiques des sports et loisirs de nature non motorisés)

Intitulé du projet : Travaux de sécurisation et de restauration d'itinéraires de randonnée
programmation 2022-2024

Localisation : itinéraires situés en cœur de Parc national

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64, R.331-65 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 6, 13, 14, 21, 29 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 05 mai 2022,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision individuelle n° 2022-176 autorisant les travaux de sécurisation et de restauration d'itinéraires de randonnée 2022-2024,

DÉCIDE

Article 1 : Modification

L'article 1 section 1.2 , 5ème paragraphe est modifié comme suit : les années « 2023-2024 » sont remplacées par « 2022-2024 ».

Article 2 : Prescriptions

Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : Autres obligations

5.1. Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, notamment en ce qui concerne l'acheminement des ouvriers, matériaux et outils par voie aéroportée.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation des travaux devra faire l'objet de demandes d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

5.2. Cette décision ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 6 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 30 mai 2022

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Copies :

- service territorial Haut-Var-Cians
- service territorial Tinée
- service territorial Vésubie
- service territorial Roya-Bévéra

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.